

Economie | Sport et économie: La Nouvelle-Aquitaine veut sa part du gâteau olympique



Lundi, c'est au sein de la Maison régionale des sports, à Talence, que se tenait la présentation du Guide des TPE. L'occasion pour les organisateurs, quelques jours seulement après l'officialisation de l'organisation des JO 2024 à Paris, de s'interroger sur les retombées possibles de l'évènement sur la région Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre d'un débat plus large sur le sport et l'économie. Qu'ils soient acteurs sportifs, ambassadeurs de Paris 2024, acteurs économiques ou politiques, au premier rang desquels Alain Rousset, la volonté d'associer la Nouvelle-Aquitaine et son tissu économique à ces jeux a été fortement affirmée, et quelques débuts de pistes évoqués.

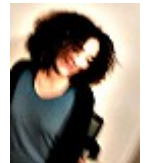
« Derrière le sport, il y a bien sûr le lien social mais aussi les retombées économiques qu'il engendre sur un territoire ». L'auteur de ces propos lucides, c'est Laurent Marti, le Président de l'Union Bordeaux Bègles, chiffres à l'appui. « Il y a 3 ans, nous avons commandé une étude à la Cci pour évaluer l'impact économique du club. A cette époque, il était de 94 M€ par an pour la Métropole.» (ndlr l'étude portait sur les retombées économiques au niveau régional). De quoi estimer des retombées de l'ordre de « 110 à 115 M€ aujourd'hui » renchérit le Président du Club.

Sport et retombées économiques tel était aussi le sens des propos introductifs du président du Comité régional Olympique et Sportif (CROS), Jean-Claude Labadie. « Le poids du sport est important dans l'économie, tant dans la recherche et le développement, que par l'organisation de grands événements, comme par exemple l'Euro 2016 à Bordeaux ou les récents championnats du Monde de canoë kayak à Pau. Mais il y a aussi les événements plus modestes mais très nombreux qui sont organisés chaque week-end par les fédérations locales. Ceux-là aussi génèrent des besoins en transport, en hébergement, en restauration, en logistique parfois, en organisation de fêtes ... c'est autant de retombées sur notre territoire », pointe-il, sans oublier de citer les retombées liées au tourisme sportif, « important chez nous », ou encore du lien entre développement du territoire et sport. « Dans la région, nous avons environ 18000 clubs sportifs et plusieurs milliers d'emplois qui y sont liés. En cumulant licenciés et non licenciés, c'est plus de 50% de la population de la Nouvelle-Aquitaine qui pratique une activité sportive ». On l'aura compris, le sport et l'économie en Nouvelle-Aquitaine, c'est une grande histoire.

"La Région s'affirmera pour la préparation des Jeux" Impossible alors pour la région de

passer à côté de l'opportunité multi-facettes de l'organisation des JO en France. Pour Valérie Barlois-Leroux, championne olympique d'escrime, et Ambassadrice Paris 2024, les choses sont claires « notre région a une carte à jouer avec les JO 2024 ! ». A double titre, estime celle qui est très attachée à la reconversion professionnelle des sportifs de haut niveau. « Il faut inventer un système de parrainage entre les athlètes 2024 et les entreprises régionales : 1 athlète, une entreprise. » Une sorte de double valorisation, permettant d'ouvrir des portes tant à l'entreprise qu'à l'athlète pour préparer son avenir. Deuxième idée qu'elle suggère au président de la Région : « profitons de l'attractivité de la région, et de ses nombreux équipements sportifs de qualité, pour pouvoir accueillir les stages finaux des équipes nationales, avant les épreuves à Paris. Nous avons des joyaux qu'il faut faire valoir. » Un discours soutenu par un autre ambassadeur de Paris 2024, Frederic Adjiwanou, basketteur professionnel, qui souligne que l'accueil de stage d'équipe nationale, peut se mettre en place, dès 3 à 4 ans avant la tenue des JO. Une proposition que « prend » volontiers Alain Rousset, qui avait en effet, dès l'annonce parisienne, déjà formulé son ambition de voir la Nouvelle-Aquitaine se mobiliser pour les JO. « Nous devons en effet, être la base arrière d'un certain nombre d'entraînements. » Et de citer les deux CREPS sur Poitiers et Bordeaux, le stade d'eaux vives de Pau, mais aussi des sites comme le Lac de Vassivière, « qui peut-être un lieu de stage formidable, tout en me permettant, en tant que Président de région, permettant de booster son attractivité touristique ». Sans oublier le surf pour lequel plusieurs sites se positionnent déjà pour être lieu d'organisation de épreuve. Mais au delà de la promesse que « la Région s'affirmera pour la préparation des Jeux », Alain Rousset a également émis son souhait de profiter de l'évènement pour « performer nos jeunes » via l'UNSS. « La région a la main sur les équipements sportifs de tous les lycées de la région. Il faut mobiliser ces jeunes autour de JO . »

Au total, une mobilisation forte dans les discours qui sera à mettre en acte au plus tôt. Car la Nouvelle-Aquitaine, en dépit de ses liens proches avec le Président du Comité d'organisation de Paris 2024, le palois Tony Estanguet, n'est sans doute pas la seule région française à vouloir bénéficier de l'aura olympique. La présentation prochain à Paris, de la nouvelle « signature régionale », véritable campagne de communication territoriale, participera sans doute à la concrétisation de cette volonté.



Solène Méric

Crédit Photo : Pixabay - CC0
Publié sur aqui.fr le 06/10/2017
[Url de cet article](#)